

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

Vice-Rectorat de Nouvelle-Calédonie

CONCOURS INTERNE DE RECRUTEMENT
D'ADJOINTS ADMINISTRATIFS
(SPECIALITE : ADMINISTRATION GENERALE)

SESSION 2006

EPREUVE ECRITE D'ADMISSIBILITE

Rédaction d'une lettre administrative

Durée : 1H30 Coefficient : 3

Date : MARDI 25 JUILLET 2006

De 9H00 à 10h30

Ce document comporte 09 pages (dont cette page)

Assurez vous que cet exemplaire est complet. Dans le cas contraire, demandez-en un autre aux surveillants.

ATTENTION

- Il vous est rappelé que votre identité ne doit figurer que dans la partie supérieure de la bande en-tête de la copie (ou des copies) mise(s) à votre disposition.
- Toute mention d'identité portée sur toute autre partie de la copie (ou des copies) mènera à l'annulation de votre épreuve.

Les candidats ne doivent pas quitter la salle avant une heure de composition.

L'UTILISATION DE LA CALCULATRICE EST INTERDITE

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

Vice-Rectorat de Nouvelle-Calédonie

CONCOURS INTERNE DE RECRUTEMENT
D'ADJOINTS ADMINISTRATIFS
(SPECIALITE : ADMINISTRATION GENERALE)

SESSION 2006

EPREUVE ECRITE D'ADMISSIBILITE

Rédaction d'une lettre administrative

Durée : 1H30 Coefficient : 3

Date : **MARDI 25 JUILLET 2006**

De 9H00 à 10h30

SUJET

Vous êtes adjoint administratif au service du personnel de l'Université Française du Pacifique.

Votre chef de service vous demande de préparer une réponse au courrier de M. X (document 1)

Vous disposez des autres documents suivants :

- Document 2 : Décret 87-889 du 29 octobre 1987
- Document 3 : Arrêté du 27 juillet 1992
- Document 4 : Arrêté du 12 décembre 2002

DOCUMENT 1

Monsieur X
36 av. Gallieni
98800 Nouméa

Nouméa, le 02 février 2006

à

Monsieur le Président de l'Université Française du Pacifique

Monsieur le Président,

Actuellement salarié à temps complet dans une entreprise, je souhaiterais exercer des vacances d'enseignement dans votre établissement.

A cette fin, pouvez-vous me faire connaître les réponses aux questions suivantes :

- quelles sont les catégories de vacataires qui peuvent être recrutés ?
- quelle nature et quel volume d'enseignement pourraient m'être confiés ?
- quels sont les taux actuels de rémunérations ?

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

**Le Journal officiel de la République Française**

Document 1 / 1

Publication au JORF du 4 novembre 1987

Décret n°87-889 du 29 octobre 1987

Décret relatif aux conditions de recrutement et d'emploi de vacataires pour l'enseignement supérieur

NOR:RESP8700744D

version consolidée au 23 septembre 2004 - version JO initiale

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, du ministre de l'éducation nationale, du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan, du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, et du ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur,

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, et notamment son article 6 ;

Vu la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur, notamment ses articles 53 et 54 ;

Vu le décret du 29 octobre 1936 modifié relatif aux cumuls de retraite, de rémunérations et de fonctions ;

Vu le décret n° 71-715 du 2 septembre 1971 relatif aux modalités de rémunération de personnels enseignants occupant un emploi dans un établissement d'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 82-862 du 6 octobre 1982 relatif aux conditions de recrutement, d'emploi et de rémunération des vacataires et assistants non titulaires auxquels les établissements publics à caractère scientifique et culturel peuvent faire appel pour l'enseignement, modifié par le décret n° 83-287 du 8 avril 1983 ;

Vu le décret n° 83-1175 du 23 décembre 1983 relatif aux indemnités pour enseignements complémentaires institués dans les établissements publics à caractère scientifique et culturel et les autres établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu décret n° 86-555 du 14 mars 1986 relatif aux chargés d'enseignement dans les disciplines médicales et odontologiques,

Article 1

Les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre de l'éducation nationale peuvent faire appel pour des fonctions d'enseignement, dans les disciplines autres que médicales et odontologiques, à des chargés d'enseignement vacataires et, dans toutes les disciplines, à des agents temporaires vacataires, dans les conditions définies par le présent décret.

Article 2

Modifié par Décret n°2004-995 du 16 septembre 2004 art. 1 (JORF 23 septembre 2004).

Les chargés d'enseignement vacataires sont des personnalités choisies en raison de leur compétence dans les domaines scientifique, culturel ou professionnel, qui exercent, en dehors de leur activité de chargé d'enseignement, une activité professionnelle principale consistant :

- soit en la direction d'une entreprise ;
- soit en une activité salariée d'au moins neuf cents heures de travail par an ;
- soit en une activité non salariée à condition d'être assujetties à la taxe professionnelle ou de justifier qu'elles ont retiré de l'exercice de leur profession des moyens d'existence réguliers depuis au moins trois ans.

En application de l'article 25-1 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France, ils peuvent également être choisis parmi les fonctionnaires détachés, mis à disposition ou délégués auprès d'une entreprise ou d'un organisme qui concourt à la valorisation des travaux, découvertes et inventions qu'ils ont réalisés dans l'exercice de leurs fonctions.

Si les chargés d'enseignement vacataires perdent leur activité professionnelle principale, ils peuvent néanmoins continuer leurs fonctions d'enseignement pour une durée maximale d'un an.

Article 3

Modifié par Décret n°2004-995 du 16 septembre 2004 art. 2 (JORF 23 septembre 2004).

Les agents temporaires vacataires doivent être âgés de moins de vingt-huit ans au 1er septembre de l'année universitaire considérée et être inscrits en vue de la préparation d'un diplôme du troisième cycle de l'enseignement supérieur. Cette limite d'âge n'est pas opposable aux allocataires de recherche régis par les dispositions du décret n° 85-402 du 3 avril 1985 relatif aux allocations de recherche.

Les personnes, âgées de moins de soixante-cinq ans, bénéficiant d'une pension de retraite, d'une allocation de préretraite ou d'un congé de fin d'activité, à la condition d'avoir exercé au moment de la cessation de leurs fonctions une activité professionnelle principale extérieure à l'établissement, peuvent être recrutées en qualité d'agents temporaires vacataires dans les disciplines dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur et lorsqu'elles n'assurent que des vacations occasionnelles dans toutes les disciplines.

Article 4

Les personnels régis par le présent décret sont engagés pour effectuer un nombre limité de vacations. Ils sont recrutés par le chef d'établissement sur proposition du directeur de l'unité de formation et de recherche et après avis du ou des conseils ou commissions habilités en la matière par le conseil d'administration siégeant en formation restreinte aux enseignants.

Les vacations attribuées pour chaque engagement en application du présent décret ne peuvent excéder l'année universitaire.

Lorsqu'ils n'assurent que des vacations occasionnelles, les personnels régis par le présent décret sont engagés par le chef d'établissement sur proposition du directeur de l'unité de formation et de recherche.

Dans les instituts ou écoles faisant partie des universités ou rattachés à des universités et dans les établissements d'enseignement supérieur n'ayant pas le statut d'université, les personnels régis par le présent décret sont engagés par le directeur de l'institut ou de l'école ou par le chef d'établissement après avis de la commission compétente pour le choix des enseignants affectés à ces instituts, écoles ou établissements. Lorsqu'ils n'assurent que des vacations occasionnelles, l'intervention de cette instance n'est pas requise.

Article 5

Modifié par Décret n°2000-1331 du 22 décembre 2000 art. 3 (JORF 30 décembre 2000).

Les chargés d'enseignement vacataires peuvent assurer des cours, des travaux dirigés ou des travaux pratiques. Lorsqu'ils sont recrutés parmi les fonctionnaires mentionnés à l'article 25-1 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France, ils ne peuvent assurer plus de soixante-quatre heures de cours, quatre-vingt-seize heures de travaux dirigés ou cent quarante-quatre heures de travaux pratiques annuellement, ou toute combinaison équivalente.

Les agents temporaires vacataires peuvent assurer des travaux dirigés ou des travaux pratiques. Leur service ne peut au total excéder annuellement, dans un ou plusieurs établissements, 96 heures de travaux dirigés ou 144 heures de travaux pratiques ou toute combinaison équivalente.

A l'exception de ceux qui n'assurent que des vacances occasionnelles, les personnels régis par le présent décret sont soumis aux diverses obligations qu'implique leur activité d'enseignement et participent notamment au contrôle des connaissances et aux examens relevant de leur enseignement. L'exécution de ces tâches ne donne lieu ni à une rémunération supplémentaire ni à une réduction des obligations de service fixées lors de leur engagement.

Article 6

Les personnels régis par le présent décret sont rémunérés à la vacation selon les taux réglementaires en vigueur.

Article 7

a modifié les dispositions suivantes : 

Article 8

Le décret du 6 octobre 1982 susvisé est abrogé à l'exception des articles 7 et 19.

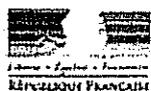
Article 9. - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, le ministre de l'éducation nationale, le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, et le ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

JACQUES CHIRAC Par le Premier ministre :

Le ministre délégué auprès du ministre
de l'éducation nationale, chargé de la recherche
et de l'enseignement supérieur,

JACQUES VALADE

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et de la privatisation,



Le Journal officiel de la République Française

Retour au formulaire	Liste initiale Suivant → ← Précédent	Arrêté du 27 juillet 1992 fixant la...				
Résumé		Rectificatif				

Document 42 / 122

J.O n° 179 du 4 août 1992

TEXTES GENERAUX MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Arrêté du 27 juillet 1992 fixant la liste des disciplines dans lesquelles peuvent être engagées en qualité d'agent temporaire vacataire les personnes bénéficiant d'une pension de retraite ou d'une allocation de préretraite

NOR: MENN9203086A

Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture,
Vu le décret no 87-889 du 29 octobre 1987 relatif aux conditions de recrutement et d'emploi de vacataires pour l'enseignement supérieur, modifié par le décret no 92-191 du 25 février 1992,

Arrête:

Art. 1er. - La liste, prévue au dernier alinéa de l'article 3 du décret du 29 octobre 1987 susvisé, des disciplines dans lesquelles les personnes bénéficiant d'une pension de retraite ou d'une allocation de préretraite peuvent être engagées en qualité d'agent temporaire vacataire est fixée ainsi qu'il suit:

Disciplines juridiques, économiques et de gestion;

Langues;

Mathématiques et application des mathématiques;

Informatique;

Sciences physiques pour l'ingénieur, génie mécanique, génie civil, génie chimique;

Sciences de la terre.

Art. 2. - Le directeur des personnels d'enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.



Le Journal officiel de la République Française

Retour au formulaire	Liste initiale Suivant Précédent	Arrêté du 12 décembre 2002 modifiant l'arrêté...				
Résumé		Rectificatif				

Document 59 / 64

J.O n° 3 du 4 janvier 2003 page 283
texte n° 10

Décrets, arrêtés, circulaires
Textes généraux
Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche

Arrêté du 12 décembre 2002 modifiant l'arrêté du 6 novembre 1989 relatif aux taux de rémunération des heures complémentaires

NOR: MENF0202982A

Le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche,

Vu le décret n° 83-1175 du 23 décembre 1983 modifié relatif aux indemnités pour enseignements complémentaires institués dans les établissements publics à caractère scientifique et culturel et les autres établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 2002-1295 du 24 octobre 2002 portant majoration à compter du 1er décembre 2002 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1989 modifié fixant les taux de rémunération des heures complémentaires, notamment son article 3,

Arrête :

Article 1

Les taux fixés au a de l'article 1er de l'arrêté du 6 novembre 1989 susvisé sont modifiés comme suit :

Cours : 57,96 EUR ;

Travaux dirigés : 38,65 EUR ;

Travaux pratiques : 25,76 EUR.

Article 2

A l'article 2 du même arrêté, le montant mentionné de « 7 201,56 EUR » est remplacé par celui de « 7 251,97 EUR » et le montant mentionné de « 112,52 EUR » est remplacé par celui de « 113,30 EUR ».

Article 3

Le présent arrêté prend effet au 1er décembre 2002 et sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 12 décembre 2002.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des affaires financières,

M. Dellacasagrande

Consulter le fac-similé de ce document	Télécharger le document en RTF	Copier ou envoyer l'adresse de ce document	<i>(Aide)</i>
---	-----------------------------------	---	---------------

[À propos du site](#) [Plan du site](#) [Nous écrire](#) [Établir un lien](#) [Mise à jour des textes](#) [Événements](#)